

Tunisie : Dialogue national et contestation populaire

mercredi 22 janvier 2014, par [CHAMKHI Fathi](#) (Date de rédaction antérieure : 20 janvier 2014).

Entrés au pouvoir par la grande porte le 23 octobre 2011, les islamistes l'ont quitté le 9 janvier 2014 par la porte de derrière... Cette démission forcée du gouvernement de coalition n'est pas le fruit du « dialogue national », mais du mouvement de contestation populaire (« émeutes des redevances »), qui a couvert tout le pays les 7, 8 et 9 janvier.

Le rôle du « dialogue national », parrainé par les deux grandes organisations syndicale et patronales, et auquel participent toutes les grandes formations politiques, dont le Front populaire, est d'arriver, par voie de consensus, à mettre en place une équipe gouvernementale pour mener à son terme l'accord de restructuration conclu avec le Fonds monétaire international en avril dernier. Malgré le fait que toutes les parties engagées dans le dialogue national, ne jurent que par la réalisation des objectifs de la révolution, toutes se soumettent au diktat des institutions financières internationale et régionales, ainsi que de la Commission européenne.

Sinon, comment expliquer le quasi consensus autour de la loi de finances et du budget 2014, dans et à l'extérieur de l'Assemblée Constituante ? Aucun combat politique ou social ne fut engagé durant les deux mois qui ont précédé l'adoption, dans un temps record, du nouveau budget et de la loi de finances.

Mais, surprise, la réaction populaire a été aussi énergique que massive. L'ampleur de mouvement a même forcé la direction du parti islamiste à publier un communiqué dans lequel il dénonce le budget défendu par son propre gouvernement et ses représentants à l'Assemblée constituante. Le chef du gouvernement a dû intervenir en catastrophe pour annoncer le gel des nouvelles mesures et la démission de son gouvernement. Une nouvelle victoire du mouvement révolutionnaire, mais qui reste très fragile.

Dans l'étau du FMI, jusqu'où ?

Le futur chef du gouvernement, Mehdi Jomaa (l'actuel ministre de l'industrie), est sommé par le FMI de poursuivre l'application des mesures de restructuration et notamment de réduire le déficit budgétaire grâce aux mesures d'austérité et aux nouvelles mesures fiscales. Un mémorandum secret, émanant de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), vient d'être rendu public par le blog Nawaat (1) : six conditions émises par le FMI qui réclame leur mise en application avant la réunion de son Conseil d'administration le 29 janvier. Aussi bien des mesures de restructuration du secteur financier, de la politique monétaire de la BCT, que du plan d'austérité. Le FMI exige aussi un engagement écrit de la part du futur chef du gouvernement et des preuves concrètes sur l'état d'avancement des mesures.

Dans le même temps, dans la sphère du « dialogue national », on continue de parler de « feuille de route », de futures élections, de nouvelle Constitution et de préjugés favorable concernant le futur gouvernement de Jomaa. Encore une fois, les salariéEs, les petits et moyens producteurEs, les jeunes, les femmes les populations des régions déshéritées, les habitantEs des quartiers populaires se trouvent livrés à eux-mêmes, face aux forces néocolonialistes et à la grande bourgeoisie locale. La classe politique, toutes tendances confondues, demeure, en grande partie, obnubilée par sa part du butin, en l'occurrence une place à l'intérieur du pouvoir en recomposition.

Malgré ce tableau peu réjouissant sur les perspectives à court, voire à moyen terme, des points positifs très encourageant existent, dont notamment la très forte détermination populaire et sa grande réactivité, ainsi que l'évolution assez rapide de la conscience politique, voire de classe. La jeunesse demeure le fer de lance du mouvement révolutionnaire, et une nouvelle avant-garde est en train de se former.

Sur fond de crise globale, le blocage actuel est chargé de tensions et de risques d'explosions. Les semaines à venir risquent donc d'apporter de nouvelles complications.

1- Nawwat est un blog collectif indépendant : www.nawaat.org

P.-S.

* Version longue de l'article paru dans l'hebdomadaire « L'Anticapitaliste »